

## AFGHANISTAN

# Soupçons de complicités dans le carnage taliban contre une base militaire

**L'assaut taliban contre une base militaire du nord de l'Afghanistan, pourtant puissamment gardée, à l'heure de la prière vendredi, a fait plus d'une centaine de morts et blessés selon des bilans encore disputés et interroge sur d'éventuelles complicités internes.**

Au lendemain de l'assaut meurtrier contre la base près de la ville de Mazar-è-Charif, des dizaines de familles étaient regroupées hier à distance de l'entrée d'où sortaient progressivement les cercueils des victimes, leur nom écrit sur le drapeau afghan qui les recouvre.

«Il y a trois mois, j'ai envoyé mon fils à l'armée, je ne l'ai pas vu depuis. Et aujourd'hui, ils me rendent sa dépouille», confie un père à l'AFP.

Le ministère de la Défense s'en tient à un bilan «de plus de 100 soldats tués et blessés». Mais un commandant joint dans le camp du 209<sup>e</sup> Corps d'armée l'a estimé à «150 tués et des dizaines de blessés», au terme d'un assaut perpétré par dix assaillants lourdement armés pendant plus de cinq heures.

Si ce bilan était confirmé, il ferait de cette attaque l'une des plus meurtrières jamais perpétrées en Afghanistan, contre des civils ou des militaires. Les rescapés interrogés par l'AFP à l'hôpital de la capitale du nord, Mazar-è-Charif, se demandaient également comment le commando avait pu tromper les contrôles pour pénétrer dans la base avec ses armes, posant une nouvelle fois la question d'éventuelles complicités internes.

«Une enquête est en cours et le bilan pourrait évoluer. Quand elle sera terminée, nous partagerons davantage de détails avec la nation», a assuré le ministère de la Défense. Le chef du conseil provincial, Mohammad Ibrahim Khairandish, a évoqué «plus de 100 soldats tués dans l'attaque» et d'autres sources militaires ont mentionné «entre 130 et 150 tués».

Lors des dernières opérations d'envergure, dont celle contre le grand hôpital militaire de Kaboul

début mars, les autorités ont été accusées d'opacité et de minimiser les bilans. «Je suis à l'intérieur de la base, je pense que 150 soldats ont été tués et des dizaines blessés. Il s'agissait de jeunes recrues venues pour s'entraîner, qui arrivaient des provinces du Badakhshan et de Takhar» dans le nord-est du pays, a raconté le commandant au sein de la base, sous couvert d'anonymat.

L'assaut a commencé en début d'après-midi, à l'heure de la prière du vendredi. «Ils étaient dix», a-t-il précisé. «Ils sont arrivés à bord de Humvee et de camions de l'armée afghane vêtus d'uniformes militaires».

«C'était l'heure de la prière dans la mosquée de la base» — ce qui explique que les victimes étaient désarmées. «Deux assaillants se sont fait exploser à l'intérieur. Les autres, équipés d'armes lourdes et légères, ont ouvert le feu».

«J'étais dans une pièce à côté de la mosquée, leur chef est entré et a crié : "Visez la tête !". J'ai sauté par la fenêtre, mes amis ont été tués», témoigne à l'hôpital un soldat de 19 ans, Mohammad Qurban, originaire du Badakhshan, blessé à la main et à l'abdomen. L'AFP a rencontré les blessés à l'hôpital civil de Mazar, mais la plupart sont gardés dans l'établissement militaire de la base.



Une ambulance transporte les corps des soldats victimes de l'attentat.

«Quand je suis sorti de la mosquée, trois gars en uniformes tiraient sur tout le monde: ils avaient installé une mitrailleuse sur un véhicule militaire», poursuit Mohammad Hussain, bras et jambe bandés. Pour lui, «c'est évident, ils avaient des infiltrés dans la base, sinon comment auraient-ils pu entrer ?».

«Il y a sept barrages à franchir à l'entrée. Nous, les gardes nous bloquent des heures si on n'a pas nos papiers. Ils avaient des armes, des vestes d'explosifs, quelqu'un les a aidés c'est sûr», renchérit sous ses draps son voisin de lit, Noorullah. Selon le ministère de la Défense, un

assaillant a été arrêté, deux se sont fait exploser et les autres ont été abattus par les forces spéciales afghanes.

Le président afghan Ashraf Ghani s'est rendu à la base samedi après-midi et a annoncé une journée de deuil national dimanche.

Les talibans, qui combattent le gouvernement et les troupes étrangères, ont rapidement revendiqué l'opération dans un communiqué vendredi, alors qu'ils s'apprêtent à lancer leur traditionnelle offensive de printemps — même si la trêve hivernale n'a été cette saison que partielle. C'est la pire attaque depuis celle,

le 8 mars, contre l'hôpital militaire de Kaboul, revendiquée par le groupe terroriste Daesh, qui avait fait officiellement 54 morts — plus du double selon des sources de sécurité.

Plusieurs membres du personnel avaient alors affirmé à l'AFP qu'au moins deux internes en médecine figuraient parmi les tueurs qui disposaient d'armes cachées dans les locaux.

Après cette nouvelle attaque, rapporte à l'AFP un architecte kabouli, «les gens disent que ces forces de sécurité sont un tigre de papier qui ne peuvent pas se protéger chez elles contre dix individus».

## DÉSARMEMENT EN CENTRAFRIQUE

## Avancées à la première réunion entre gouvernement et groupes armés

**Des avancées «assez importantes» ont marqué la première réunion des autorités centrafricaines et internationales avec l'ensemble des groupes armés qui sèment la violence en Centrafrique, a déclaré samedi le chef du programme de désarmement.**

«Les avancées générales sont assez importantes (...) le plan national de DDR a été rédigé avec les détails des étapes de la mise en œuvre du projet», a indiqué Jean-Marc Tafani, chef du programme Désarmement, démobilisation, réinsertion, au terme de la rencontre qui a eu lieu vendredi avec des représentants de 14 groupes armés.

Les négociations doivent encore se poursuivre et «la prochaine réunion du Comité consultatif de suivi du DDR aura lieu du 25 au 27 mai», a-t-il dit.

Le programme, dont le budget a été bouclé avant la réunion avec un financement à hauteur de 45 millions de dollars par la Banque mondiale, l'ONU et le gouvernement centrafricain, prévoit de désarmer les combattants avec la réinsertion de 5 000 d'entre eux dans la vie civile.

Pour la première fois dans le programme de DDR, le gouvernement centrafricain s'est assis à la même table que l'ensemble des groupes armés responsables de nombreuses exactions dans le pays.

Venu pour la première fois à une réunion DDR, le Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC), faction de l'ex-rébellion de la Séléka dirigée par Nouredine Adam, a posé plusieurs conditions, a indiqué M. Tafani. Le FPRC veut notamment «un accord politique qui prévoit leur

participation dans le gouvernement», «plus de programmes de développement dans leurs régions du nord de la Centrafrique», ou encore la mise en place de «forces mixtes musulmanes et chrétiennes», détaille le chef du programme DDR.

La Centrafrique, un des pays les plus pauvres au monde, peine à se relever du conflit provoqué en 2013 par le renversement de l'ex-président François Bozizé par la rébellion de la Séléka.

La contre-offensive des anti-balaka a provoqué des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés.

## INDE

## Huit morts dans l'explosion d'une bombe artisanale

Au moins huit personnes ont été tuées samedi dans l'explosion d'une bombe artisanale dans l'Etat indien du Bengale occidental (est), a indiqué un haut responsable de la police.

«L'incident s'est produit dans l'après-midi lorsque les victimes fabriquaient des bombes dans une maison du village de Tarka, dans le district de Birbhum. Le bilan peut s'alourdir, certains blessés se trouvant dans un état critique», a déclaré le responsable cité par des agences.

Selon la police, ces bombes étaient destinées à des gangs mafieux locaux qui se livrent une guerre impitoyable pour dominer l'exploitation illégale de sable dans le village de Darbarpur.

**Treize suspects ont été inculpés de «terrorisme» pour le meurtre du porte-parole de la police ougandaise, Andrew Kaweesi, abattu le 17 mars devant son domicile avec son garde du corps et son chauffeur par des hommes lourdement armés, a annoncé hier la police.**

«La police a fait comparaître 13 suspects devant un tribunal, ils ont été inculpés de terrorisme, meurtre et vol aggravé», a déclaré à l'AFP le nouveau porte-parole de la police, Asan Kasingye. Ils ont comparu ven-

dredi. «Des enquêtes sont en cours en vue d'appréhender d'autres suspects qui courent toujours», a ajouté la même source, qui ne s'est pas exprimée sur le mobile du meurtre. Les suspects doivent comparaître à

## OUGANDA

## 13 inculpés pour le meurtre du porte-parole de la police

nouvel le 5 mai pour une audience administrative.

M. Kaweesi avait été tué le 17 mars par des hommes lourdement armés alors qu'il quittait son domicile pour se rendre au travail: deux hommes installés à l'arrière de deux motos ont criblé de balles le véhicule du responsable policier, tuant sur le coup le porte-parole, son chauffeur et son garde du corps.

Membre influent de l'appareil sécuritaire du pays dirigé d'une main

de fer par Yoweri Museveni depuis 1986, M. Kaweesi avait supervisé la brutale répression policière contre un mouvement de protestation de l'opposition en 2011, organisé après une nouvelle élection présidentielle controversée dans le pays.

Il était devenu le porte-parole de la police nationale en août 2016 et il était à ce titre une figure bien connue du public, apparaissant régulièrement dans les journaux télévisés et autres émissions d'informations.